

## Séance ordinaire du lundi 26 juillet 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-six juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines et dialogue social

#### **Présents :**

Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Elodie BRUN-MANDON, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL

## **Recours à 15 contrats supplémentaires d'apprentissage à la rentrée scolaire 2021/2022 - Modification du tableau des effectifs - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses directions. Ce dispositif permet d'envisager au terme de leur formation, une intégration dans les effectifs municipaux, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

Le dispositif d'apprentissage permet d'anticiper des besoins de recrutement ou d'apports réguliers d'innovation et répond également à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes.

Il permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

L'apprentissage présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée.

Il est demandé au Conseil municipal l'autorisation de créer quinze postes d'apprentis pour l'année scolaire 2021/2022. Le choix des apprentis sera réalisé par la Collectivité.

Département	Direction	Service	Nombre de poste	Diplôme préparé	Durée de la formation
Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier	Enfance		1	Diplôme d'état d'auxiliaire de puériculture	18 mois
Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier	Enfance		1	Diplôme d'état d'auxiliaire de puériculture	18 mois
Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier	Enfance		1	Diplôme d'état d'auxiliaire de puériculture	18 mois
Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier	Enfance		1	Diplôme d'état d'auxiliaire de puériculture	18 mois
Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier	Enfance		1	Diplôme d'état d'auxiliaire de puériculture	18 mois
Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier	Enfance		1	Diplôme d'état d'auxiliaire de puériculture	18 mois
Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier	Education		1	CAP Accompagnant éducatif petite enfance	1 an
Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier	Education		1	CAP Accompagnant éducatif petite enfance	1 an
Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier	Education		1	CAP Accompagnant éducatif petite enfance	1 an
Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier	Education		1	CAP Accompagnant éducatif petite enfance	1 an

Département	Direction	Service	Nombre de poste	Diplôme préparé	Durée de la formation
Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier	Education		1	CAP Accompagnant éducatif petite enfance	1 an
Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique	Direction des systèmes d'information	Etude et Conceptions Informatiques	1	BAC +2 minimum	à déterminer selon le diplôme préparé
Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique	Direction des systèmes d'information	Etude et Conceptions Informatiques	1	BAC +2 minimum	à déterminer selon le diplôme préparé
Département Réussite Educative Patrimoine et Immobilier	Direction de la Politique Alimentaire	Unité Centrale de Production	1	BTS	2 ans
Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique	Direction Sécurité et Tranquillité Publique	Service Communal Hygiène et Santé	1	Licence	1 an

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité.

Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

#### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De recourir au contrat d'apprentissage et de conclure dès la rentrée scolaire 2021/2022, quinze contrats d'apprentissage conformément au tableau ci-dessus et suivant et dans les conditions exposées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les contrats d'apprentissage, les conventions avec les Centres de Formation d'Apprentis, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 3 août 2021**

**Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Maire absent**

**Madame la Première Adjointe**

**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 3 août 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210726-164028-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 03/08/21  
Réception en Préfecture : 03/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.